

**RIBER S.A**  
**Société anonyme à directoire et Conseil de Surveillance**  
**Au capital de 3.091.348,96€**  
**Siège social : 31, Rue Casimir Perier**  
**95873 Bezons Cedex**  
**R.C.S Pontoise 343 006 151**

---

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**AU 30 JUIN 2014**

---

# SOMMAIRE

	Pages
<b><u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u></b> .....	2-3
<b><u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014</u></b> .....	4
<b><u>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014</u></b> .....	5
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE.....	6-7
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE .....	8
ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	9
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	10-11
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE .....	12
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES.....	13-24
<b><u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</u></b> .....	25-28

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

#### **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires consolidé de Riber pour le premier semestre 2014 s'est établi à 4,8 M€, à comparer à 7,8 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires par ligne de produits se décompose comme suit :

M€	S1 2014	S1 2013	Evolution *
Systemes	2,1	4,8	-55 %
Services et accessoires	2,3	2,5	-9 %
Cellules et sources	0,4	0,5	-27 %
<b>Total CA publié</b>	<b>4,8</b>	<b>7,8</b>	<b>-38 %</b>

\* pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

L'activité Systemes MBE enregistre un retrait de ses ventes au premier semestre par rapport à 2013 compte tenu d'une conjoncture économique très difficile et d'un calendrier de livraison concentré sur le deuxième semestre de l'exercice. Ainsi, au cours du semestre, la société a facturé deux machines MBE de recherche contre cinq au 1er semestre 2013 et produit trois autres systemes pour un montant global de 3,2 M€ et qui, pour des raisons contractuelles, seront livrés et facturés au second semestre 2014.

Les ventes de services et accessoires et de cellules et sources reculent au premier semestre au global de 12 % par rapport à 2013, en raison de la faible demande des clients industriels. Ce retrait a été limité par le développement des ventes aux laboratoires et centres de recherche, qui portent la forte progression du carnet de commandes sur un an.

Les ventes de cellules et sources d'évaporation sont impactées par l'absence actuelle de livraison d'équipements destinés à la production d'écrans plats OLED ou de panneaux solaires en couche minces. Riber maintient un effort de recherche important sur ces marchés structurellement porteurs et a récemment obtenu des avancées significatives.

Au 30 juin 2014, les ventes de RIBER se répartissent entre l'Asie (18 %), l'Amérique du Nord (11 %) et l'Europe (71 %).

#### **Résultat**

La marge brute s'établit à 594 K€ soit 12 % du chiffre d'affaires contre une marge de 2.169 K€ (28 % du chiffre d'affaires) au 30 juin 2013. Sa baisse s'explique par l'évolution défavorable du chiffre d'affaires, la baisse des marges sur coûts variables et la prise en compte d'éléments indirects (surcoûts d'installations et provisionnement complémentaire du stock en lien direct avec la baisse d'activité).

Les charges commerciales (1.824 K€) diminuent de 513 K€ du fait de la réorganisation des équipes, de la diminution des commissions sur vente et d'une optimisation des frais de déplacement.

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (1.063 K€) s'inscrit en hausse de 313 K€ du fait de l'accroissement des frais de R&D et de la charge d'amortissement. Durant le premier semestre, Riber a maintenu son effort d'innovation dans le domaine des systemes MBE (mise au point de deux nouveaux modèles destinés au monde de la recherche et développement du logiciel et automatismes permettant le pilotage des systemes) et des cellules d'effusion destinées en particulier à la production d'OLED. Enfin, la société poursuit, en partenariat avec IMEC, un programme de recherche pluriannuel pour l'intégration et le développement de la MBE dans la chaîne de production Silicium.

Les charges administratives (1.123 K€) sont en légère hausse par rapport à la même période de l'exercice précédent (1.083 K€).

Les Autres produits et charges (197 K€) correspondent essentiellement au provisionnement intégral de deux créances clients devenues irrécouvrables.

Après prise en compte de ces éléments, le résultat semestriel net (part du groupe) présente une perte de 3.608 K€ contre une perte nette de 1.989 K€ au 30 juin de l'exercice précédent.

#### **Trésorerie et investissements**

La trésorerie à fin juin 2014 est négative de 0,9 M€, en baisse de 2,6 M€ par rapport à décembre 2013, les flux de trésorerie liés à l'activité étant déficitaires de 2,5 M€ du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires et de la prise de commande au cours du 1<sup>er</sup> semestre. Le déficit est entièrement financé au travers des facilités de caisses bancaires et la société reste désendettée à moyen et long terme. A fin août 2014, la trésorerie est à l'équilibre.

Durant la période, Riber a limité ses investissements en les concentrant sur son effort de R&D.

### **Effectifs**

L'effectif du groupe au cours du premier semestre 2014 s'élevait à 105 personnes (115 au premier semestre 2013). La diminution des effectifs résulte du non renouvellement de 7 contrats à durée déterminée et du départ de 5 salariés non remplacés à ce jour alors que 2 postes ont été créés dans les filiales de distribution aux Etats-Unis et en Corée.

### **Evénements significatifs**

La composition du Conseil de Surveillance de Riber a été modifiée d'une part par la nomination, par l'Assemblée générale du 3 juin 2014, de Madame Brigitte Dumont en tant que nouveau membre et d'autre part par la démission de Monsieur Noel Goutard le 4 juin 2014, remplacé, par cooptation, le 23 juillet 2014 par Monsieur Didier Cornardeau.

La composition du Directoire de Riber a été modifiée à la suite du non renouvellement le 3 juin 2014 des mandats de Messieurs Michel Picault et Pierre Bouchaib.

Riber a conclu un accord de distribution avec la société Annealsys qui conçoit et fabrique des fours de recuits rapides et des machines de dépôt chimique en phase vapeur de type CVD et ALD. Ces machines permettent de déposer des matériaux complexes pour de nombreuses applications : semi-conducteur, cellules solaires, LEDs, microsystèmes,... Cet accord constitue une opportunité pour Riber afin de poursuivre sa diversification technologique vers d'autres techniques de dépôt en couches minces.

### **Evénement postérieur à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture et non pris en compte dans les états financiers n'a d'incidence significative sur les comptes présentés.

## **EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2014**

Le carnet de commandes au 30 juin 2014 s'élevait à 8,0 M€, en diminution de 31 % par rapport au 30 juin 2013. Par ligne de produits, il se décompose comme suit :

M€	S1 2014	S1 2013	Evolution *
Carnet de commandes systèmes	5,5	10,2	-46 %
Carnet de commandes services et accessoires	2,1	1,3	+68 %
Carnet de commandes cellules et sources	0,4	0,2	+105 %
<b>Total carnet de commandes</b>	<b>8,0</b>	<b>11,7</b>	<b>-31 %</b>

pourcentages calculés sur les montants exacts en euros

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, la société a obtenu la commande de quatre systèmes de recherche MBE aux Etats-Unis, en Chine, en Turquie et en Afrique du Sud contre cinq commandes également au 1<sup>er</sup> semestre 2013. Au 30 juin 2014, le carnet de commandes incluait 8 systèmes MBE et 2 commandes supplémentaires de systèmes de recherche ont été enregistrées depuis le 30 juin 2014.

La faiblesse relative du carnet de commandes de cellules et sources s'explique par une période de transition entre deux vagues d'investissements dans le secteur des OLED. Riber poursuit pour autant la mise au point d'une nouvelle génération de gamme de cellules OLED afin de renforcer ses positions commerciales dans ce secteur porteur ; une commande de matériel prototype a été enregistrée en août 2014.

Dans un contexte de marché fortement dégradé, Riber concentre son action autour de l'effort commercial autour du marché de la recherche, de la mise en œuvre d'un plan d'économies adapté à la situation, de la réduction des délais de fabrication et du besoin en fond de roulement.

Compte tenu du carnet de commandes actuel et du programme de livraison d'ici la fin de l'exercice, le chiffre d'affaires 2014 devrait s'établir entre 15 et 19 M€ et conduire à un résultat déficitaire compris entre 3 et 5 M€. Cette prévision tient compte des plans d'économies drastiques mis en œuvre.

## **PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES**

A la fin du premier semestre, Riber a été notifiée d'une demande formulée auprès du Conseil des Prud'Hommes consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités et dommages conséquents. A l'exception de ce litige, il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et d'incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 10 des annexes aux comptes consolidés 2013 publiés le 29 avril 2014.

## **TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants. La rémunération des organes d'administration et de surveillance est indiquée au paragraphe 7.6 des notes annexes aux comptes consolidés.

## ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2014

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés pour le premier semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l'exercice. »

Bezons, le 25 septembre 2014,

Frédéric GOUTARD  
Président du Directoire de Riber SA

**COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014**

**ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE**

**BILAN ACTIF**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Note</b>	<b>30 juin 2014</b>	<b>31 décembre 2013</b>
Ecart d'acquisition	(6.1)	820	820
Immobilisations incorporelles	(6.2)	2 788	2 788
Immobilisations corporelles	(6.3)	7 925	8 355
Actifs financiers	(6.4)	216	121
Autres actifs non courants		-	-
Impôts différés actifs	(6.12)	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT</b>		<b>11 749</b>	<b>12 084</b>
Stocks et en-cours	(6.5)	11 211	9 716
Créances Clients	(6.6)	6 077	9 610
Autres actifs courants	(6.7)	1 733	1 758
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.8)	377	1 741
<b>TOTAL DE L'ACTIF COURANT</b>		<b>19 398</b>	<b>22 825</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>31 147</b>	<b>34 909</b>

## BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2014	31 décembre 2013
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital social	(6.13)	3 091	3 091
Primes		21 609	21 609
Réserves		682	485
Ecart de conversion		82	91
Résultat groupe		(3 608)	236
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>21 856</b>	<b>25 512</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>21 856</b>	<b>25 512</b>
Passifs financiers à plus d'un an		-	-
Impôts différés passifs	(6.12)	-	-
Provisions non courantes	(6.9)	777	782
<b>TOTAL DU PASSIF NON COURANT</b>		<b>777</b>	<b>782</b>
Passifs financiers à moins d'un an	(6.8)	1 251	-
Provisions courantes	(6.9)	409	290
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.10)	2 565	3 764
Dettes d'impôt		-	-
Autres dettes	(6.11)	4 289	4 561
<b>TOTAL DU PASSIF COURANT</b>		<b>8 514</b>	<b>8 615</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>31 147</b>	<b>34 909</b>



## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2014	30 juin 2013
Chiffre d'affaires	(7.1)	4 831	7 839
Coût des produits vendus	(7.2)	(3 779)	(5 501)
Variation des provisions sur stock	(6.5)	(458)	(169)
<b>MARGE BRUTE</b>		<b>594</b>	<b>2 169</b>
Commercial	(7.3)	(1 824)	(2 337)
Recherche et développement	(7.4)	(1 063)	(750)
Administration		(1 123)	(1 083)
Autres charges et produits opérationnels	(7.8)	(197)	2
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>(3 613)</b>	<b>(2 000)</b>
Coût de l'endettement financier net		-	-
Autres produits et charges financiers	(7.7)	8	11
Impôts sur les résultats	(6.12)	(3)	-
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>(3 608)</b>	<b>(1 989)</b>
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>RESULTAT NET (PART DU GROUPE)</b>		<b>(3 608)</b>	<b>(1 989)</b>
Résultat de base par action (en euro)	(4)	(0,19)	(0,11)
Résultat dilué par action (en euro)	(4)	(0,19)	(0,11)

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Note	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>Résultat net</b>		<b>(3 608)</b>	<b>(1 989)</b>
Ecart de conversion		(9)	(11)
Variation de valeur sur instruments dérivés de couverture		23	0
Impôts différés sur instruments financiers		0	0
<b>Total des autres éléments du résultat global qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>14</b>	<b>(11)</b>
(Pertes) et gains actuariels	(6.9)	(48)	0
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		0	0
<b>Total des autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</b>		<b>(48)</b>	<b>0</b>
<b>Résultat global</b>		<b>(3 642)</b>	<b>(2 000)</b>
Dont :			
Part Groupe		(3 642)	(2 000)
Intérêts minoritaires			

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2014	30 juin 2013
<b>Résultat net</b>		<b>(3 608)</b>	<b>(1 989)</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions		842	496
Juste valeur des instruments financiers de change	(7.7)	-	1
Plus ou moins values de cession		(11)	
Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres		(14)	3
Autres produits sans incidence sur la trésorerie			1
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(2 792)</b>	<b>(1 488)</b>
Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés)		3	
Elimination du coût de l'endettement financier			
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>(2 789)</b>	<b>(1 488)</b>
Incidence de la variation du besoin en fond de roulement		294	1 514
Impôts payés ou récupérés			
<b>Flux de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>(2 495)</b>	<b>26</b>
Incidence des variations de périmètre			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles	(6.2)	(323)	(323)
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(6.3)	(50)	(344)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles		305	178
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		39	
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		(108)	
Variation nette des prêts et créances financières		14	(3)
Autres flux liés aux opérations d'investissements			
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement</b>		<b>(123)</b>	<b>(492)</b>
Augmentation de capital			
Rachat et reventes d'actions propres			
Intérêts financiers nets versés			
Encaissements provenant de nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts			
Dividendes versés			(757)
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement</b>			<b>(757)</b>
Incidences des variations de taux de change		3	3
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(2 615)</b>	<b>(1 220)</b>
Trésorerie à l'ouverture	(6.8)	1 741	5 329
Trésorerie à la clôture	(6.8)	(874)	4 109
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(2 615)</b>	<b>(1 220)</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>30 juin 2014</b>	<b>30 juin 2013</b>
Stocks	(1 492)	(1 573)
Clients et comptes rattachés	3 540	2 353
Avances et acomptes versés sur commandes		57
Créances sur organismes sociaux	7	81
Créances d'impôt (hors IS)	(323)	(589)
Autres créances	(62)	(128)
Charges constatées d'avance	68	(1)
<b>Sous-total</b>	<b>1 738</b>	<b>200</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(1 189)	1 386
Clients avances et acomptes reçus	86	351
Dettes sociales	(399)	(321)
Dettes fiscales	2	(122)
Autres dettes	63	(13)
Produits constatés d'avance	(7)	33
<b>Sous-total</b>	<b>(1 444)</b>	<b>1 314</b>
<b>Total</b>	<b>294</b>	<b>1 514</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE**

(En milliers d'euros, sauf données par action)	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecarts de conversion	Total des capitaux propres (part groupe)
<b>Capitaux propres au 31/12/2012</b>	<b>19 320 931</b>	<b>3 091</b>	<b>22 466</b>	<b>(1 504)</b>	<b>1 924</b>	<b>45</b>	<b>26 023</b>
Affectation du résultat				1 924	(1 924)		
Résultat net de la période					(1 989)		(1 989)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>							
<i>Ecarts de conversion</i>						(11)	(11)
<i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i>							
Autres éléments du résultat global						(11)	(11)
<b>Résultat global de la période</b>					<b>(1 989)</b>	<b>(11)</b>	<b>(1 999)</b>
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				3			3
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle			(84)	84			
Dividendes versés			(773)	16			(757)
Augmentation de capital							
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>			<b>(857)</b>	<b>103</b>			<b>(754)</b>
<b>Capitaux propres au 30/06/2013</b>	<b>19 320 931</b>	<b>3 091</b>	<b>21 609</b>	<b>523</b>	<b>(1 989)</b>	<b>35</b>	<b>23 269</b>
<b>Capitaux propres au 31/12/2013</b>	<b>19 320 931</b>	<b>3 091</b>	<b>21 609</b>	<b>485</b>	<b>236</b>	<b>91</b>	<b>25 512</b>
Affectation du résultat				236	(236)		
Résultat net de la période					(3 608)		(3 608)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>				23			23
<i>Ecarts de conversion</i>						(9)	(9)
<i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i>				(48)			(48)
Autres éléments du résultat global				(25)		(9)	(34)
<b>Résultat global de la période</b>				<b>(25)</b>	<b>(3 608)</b>	<b>(9)</b>	<b>(3 642)</b>
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				(14)			(14)
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle							
Dividendes versés							
Augmentation de capital							
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>				<b>(14)</b>			<b>(14)</b>
<b>Capitaux propres au 30/06/2014</b>	<b>19 320 931</b>	<b>3 091</b>	<b>21 609</b>	<b>682</b>	<b>(3 608)</b>	<b>82</b>	<b>21 856</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

1	INFORMATIONS GENERALES.....	14
2	EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2014.....	14
3	PRINCIPALES METHODES COMPTABLES.....	14
3.1	Principes généraux et déclaration de conformité.....	14
3.2	Référentiel IFRS appliqué.....	15
3.3	Estimations et jugements comptables déterminants.....	15
3.4	Méthodes comptables.....	15
4	RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL.....	16
5	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	16
6	NOTES SUR LE BILAN.....	16
6.1	Ecart d'acquisition.....	16
6.2	Immobilisations incorporelles.....	17
6.3	Immobilisations corporelles.....	17
6.4	Actifs financiers.....	17
6.5	Stocks et encours.....	18
6.6	Créances clients.....	18
6.7	Autres actifs courants.....	18
6.8	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	19
6.9	Provisions.....	19
6.10	Dettes fournisseurs.....	20
6.11	Autres dettes.....	20
6.12	Impôts différés.....	20
6.13	Capitaux propres.....	20
6.14	Bons de souscription et options de souscription d'actions.....	20
6.15	Rachat d'actions.....	20
6.16	Actifs et passifs éventuels.....	21
7	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	21
7.1	Chiffre d'affaires.....	21
7.2	Coût des ventes.....	22
7.3	Commercial.....	22
7.4	Recherche et Développement.....	22
7.5	Effectif et montant des rémunérations.....	23
7.6	Rémunération des organes d'administration et de surveillance.....	23
7.7	Résultat financier.....	23
7.8	Autres charges et produits opérationnels.....	24
8	INFORMATION SECTORIELLE.....	24
9	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	24
10	PARTIES LIEES.....	24
11	INFORMATION SUR LES RISQUES.....	24
12	ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS.....	24

## 1 INFORMATIONS GENERALES

Riber SA et ses filiales (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épithaxie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED, et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Perier, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de Surveillance le 25 septembre 2014 qui a autorisé leur publication le lendemain.

## 2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2014

La composition du Conseil de Surveillance de Riber a été modifiée d'une part par la nomination, par l'Assemblée Générale du 3 juin 2014, de Madame Brigitte Dumont en tant que nouveau membre et d'autre part par la démission de Monsieur Noel Goutard le 4 juin 2014, remplacé, par cooptation, le 23 juillet 2014 par Monsieur Didier Cornardeau.

La composition du Directoire de Riber a été modifiée à la suite du non renouvellement le 3 juin 2014 des mandats de Messieurs Michel Picault et Pierre Bouchaib.

Riber a conclu un accord de distribution avec la société Annealsys qui conçoit et fabrique des fours de recuits rapides et des machines de dépôt chimique en phase vapeur de type CVD et ALD. Ces machines permettent de déposer des matériaux complexes pour de nombreuses applications : semi-conducteur, cellules solaires, LEDs, microsystèmes,... Cet accord constitue une opportunité pour Riber afin de poursuivre sa diversification technologique vers d'autres techniques de dépôt en couches minces.

## 3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

### 3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Riber (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2014 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés résumés du Groupe RIBER au 30 juin 2014 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2014 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec, en comparatif, le premier semestre 2013 retraité si besoin selon le même référentiel.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Au 30 juin 2014, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires :

#### *Crédit d'impôt recherche*

Pour les comptes intermédiaires, le produit du semestre au titre du crédit d'impôt recherche est calculé en appliquant aux dépenses de recherche budgétées de la période le taux d'éligibilité historiquement constaté.

#### *Provisions pour retraites et médailles du travail*

La charge du semestre au titre des engagements de retraite est calculée sur la base des évaluations actuarielles à la fin de l'exercice précédent. Ces évaluations sont le cas échéant ajustées pour tenir compte d'événements non récurrents importants survenus lors du semestre et de l'évolution du taux d'actualisation.

Du fait des perspectives de trésorerie et du développement de l'activité, les comptes sont arrêtés en continuité d'exploitation.

### 3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels 2014 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception des points ci-dessous. Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2014 mais n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présentée.

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- les amendements consécutifs à IFRS 10, 11 et 12 relatifs à IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels » et IAS 28 (2011) « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises » ;
- les amendements à IAS 32 relatifs aux règles de compensation des actifs financiers et des passifs financiers applicable pour les exercices ouverts au 1er janvier 2014 ;
- les amendements à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers ;
- les amendements à IAS 39 – Notion de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ;
- les amendements à IFRS 7 – Informations à fournir – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- les amendements à IFRS 1 – Hyperinflation grave et suppression de dates d'application fermes et Prêts gouvernementaux ;
- les amendements à IAS 12 – Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- les amendements IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- IFRIC 20 – Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert. Les amendements à IAS 19 « Avantages du personnel » relatifs aux régimes à prestations définies adoptés par l'Union européenne en 2012 ont fait l'objet d'une application par anticipation par le Groupe dès le 31 décembre 2013.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiés mais ne sont pas applicables au 30 juin 2014. Le processus de détermination des impacts potentiels de ces nouveaux textes sur les comptes consolidés est en cours (notamment sur la norme IFRS 15).

- les amendements IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables ;
- les amendements IAS 19 – Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel.
- les amendements IFRS 11 – Comptabilisation des acquisitions des intérêts dans une entreprise commune
- IFRIC 21 – Droits et taxes
- IFRS 9 – Instruments financiers
- IFRS 14 – Comptes de reports réglementaires
- IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients

### 3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs connus ultérieurement soient différents des estimations et hypothèses retenues.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Valeur de réalisation de certains stocks
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes
- Tests de dépréciation lorsque la valeur recouvrable est déterminée selon la valeur d'utilité
- Provisions pour risques et charges
- Activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

### 3.4 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels complets, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013 publiés au sein du rapport annuel 2013 et disponibles sur le site de la société dans sa version en Français ([www.riber.com](http://www.riber.com), rubrique Investisseurs/Rapports financiers/Assemblée des actionnaires).

En particulier, les méthodes comptables appliquées par le Groupe ne sont pas reprises dans les comptes consolidés résumés.



#### 4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen sur la période d'actions composant le capital. Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives, des options accordées au personnel.

	30 juin 2014	30 juin 2013
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	18 888 841	18 917 548
Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription	-	-
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	18 888 841	18 917 584

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant moyen au 30 juin 2014, soit 432.090 actions.

#### 5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

##### Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle	% d'intérêt
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère
Riber Inc	15 Liberty Street, Metuchen NJ 08840 USA	100	100
Riber Korea	Room 1 909 Songdo BRC Smart Valley 30 Songdo Mirae-ro YEONSU-GU INCHEON KOREA	100	100

#### 6 NOTES SUR LE BILAN

##### 6.1 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'acquisition de la société Addon SAS en 2004. Le montant de l'écart d'acquisition initial était de 2.156 K€. L'opération de transmission du patrimoine d'Addon SAS vers Riber SA en 2008 n'a pas eu d'incidence sur la valeur de l'écart d'acquisition.

Aucun mouvement n'a affecté ce poste au 30 juin 2014. A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation est formalisé consistant à comparer les actifs et passifs de la société Addon SAS, ainsi que l'écart d'acquisition dégagé, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat de cette société.

Un test de dépréciation a conduit au 31 décembre 2006 à constater une perte de valeur sur l'écart d'acquisition de 486 K€ afin de ramener celui-ci à une valeur nette de 1.670 K€. Une perte de valeur complémentaire de 850 K€ a été comptabilisée au 31 décembre 2007 du fait de la diminution du chiffre d'affaires de cette filiale en 2007 et des perspectives futures de vente.

Un test de dépréciation a été réalisé à fin 2013 sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : activité « cellules et sources »
- taux d'actualisation après impôts : 10,00 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité : 2 %

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir l'évaluation inchangée et la valeur nette de cet écart d'acquisition au 31 décembre 2013 était de 820 K€. Au 30 juin 2014, la société estime qu'aucun indice de perte de valeur n'est apparu sur la période.

## 6.2 Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Concessions et brevets	Marques	Frais de développ.	Autres immo incorp	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 328	80	2 996	797	5 201
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 080)	-	(1 163)	(170)	(2 413)
<b>Valeurs nettes comptables à l'ouverture</b>	<b>248</b>	<b>80</b>	<b>1 833</b>	<b>627</b>	<b>2 788</b>
Différences de change	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	263	61	324
Cessions	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Dotations, reprises aux amortissements	(78)	-	(229)	(17)	(324)
Valeurs brutes à la clôture	1 328	80	3 259	858	5 525
Amortissements cumulés à la clôture	(1 158)	-	(1 392)	(187)	(2 737)
<b>Valeurs nettes comptables à la clôture</b>	<b>170</b>	<b>80</b>	<b>1 867</b>	<b>671</b>	<b>2 788</b>

L'accroissement des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'immobilisation des frais d'études de nouvelles machines MBE et de cellules d'effusion. Les frais de R&D activés au 30 juin 2014 (263 K€) viennent en contrepartie de la rubrique « R&D » (voir paragraphe 7.4).

## 6.3 Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc-tions	Installations techniques et agencements	Mobiliers et materiel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 335	778	12 040	676	24	15 853
Amortissements cumulés à l'ouverture	-	(271)	(6 665)	(562)	-	(7 498)
<b>Valeurs nettes comptables à l'ouverture</b>	<b>2 335</b>	<b>507</b>	<b>5 375</b>	<b>114</b>	<b>24</b>	<b>8 355</b>
Différences de change	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	48	2	-	50
Cessions	-	-	(41)	-	-	(41)
Reclassement	-	-	-	-	-	-
Dotations et reprises aux amortissements	-	(18)	(403)	(18)	-	(439)
Valeurs brutes à la clôture	2 335	778	12 047	679	24	15 863
Amortissements cumulés à la clôture	-	(289)	(7 068)	(581)	-	(7 938)
<b>Valeurs nettes comptables à la clôture</b>	<b>2 335</b>	<b>489</b>	<b>4 979</b>	<b>98</b>	<b>24</b>	<b>7 925</b>

## 6.4 Actifs financiers

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Titres de participation non consolidés et créances liées	108	-
Liquidité sur contrat d'animation de cours	91	105
Dépôts et cautionnement	17	16
<b>Total</b>	<b>216</b>	<b>121</b>

Riber SA a acquis 10.796 titres de participation de la société IPVF SAS (Institut Photovoltaïque d'Ile de France) au nominal de 10 euros, représentant 2 % du capital. IPVF SAS n'est pas consolidée.

## 6.5 Stocks et encours

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvisionnements	Produits intermédiaires	En cours	Produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	6 918	2 253	2 864	1 801	13 836
Provisions cumulées à l'ouverture	(2 471)	(804)	(24)	(821)	(4 120)
<b>Valeurs nettes comptables à l'ouverture</b>	<b>4 447</b>	<b>1 449</b>	<b>2 840</b>	<b>980</b>	<b>9 716</b>
Différences de change	-	-	-	3	3
Variations	30	334	1 665	(79)	1 950
Provision	(332)	(118)	3	(11)	(458)
Valeurs brutes à la clôture	6 948	2 587	4 529	1 725	15 789
Provisions cumulées à la clôture	(2 803)	(922)	(21)	(832)	(4 578)
<b>Valeurs nettes comptables à la clôture</b>	<b>4 145</b>	<b>1 665</b>	<b>4 508</b>	<b>893</b>	<b>11 211</b>

La hausse des stocks de produits intermédiaires et d'en cours est imputable à l'augmentation du nombre de systèmes EJM en phase d'assemblage au 30 juin 2014 et dont la livraison est prévue au cours du second semestre.

Par ailleurs, des dépréciations supplémentaires ont été constatées au 30 juin 2014 sur des pièces à faible taux de rotation.

## 6.6 Créances clients

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Créances clients et comptes rattachés	6 365	9 800
Provision pour dépréciation	(288)	(190)
<b>Valeur nette des créances clients et comptes rattachés</b>	<b>6 077</b>	<b>9 610</b>

La diminution des créances s'explique par le recouvrement des ventes livrées fin 2013 et par une moindre activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014.

L'accroissement des provisions pour dépréciation résulte du provisionnement intégral de deux créances résiduelles devenues difficilement recouvrables.

## 6.7 Autres actifs courants

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Avances et acomptes sur commandes	4	8
Etat - Créance de TVA et autres	-	-
Etat - Créance d'impôts	1 454	1 466
Débiteurs divers	70	4
Charges constatées d'avance	184	252
Autres créances	21	28
Autres créances sur instruments dérivés	-	-
<b>Total</b>	<b>1 733</b>	<b>1 758</b>

Les créances d'impôts sont essentiellement relatives aux Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi. Un paiement des sommes dues au titre de l'exercice 2013 est intervenu en août 2014.

## 6.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Disponibilités	377	591
Valeurs mobilières de placement		1 150
<b>Trésorerie active</b>	<b>377</b>	<b>1 741</b>
Concours bancaires courants	(1 251)	-
<b>Trésorerie passive</b>	<b>(1 251)</b>	<b>-</b>
<b>Trésorerie nette</b>	<b>(874)</b>	<b>1 741</b>

Les disponibilités correspondent au solde des comptes courants libellés en dollar Américain.

La trésorerie à fin juin 2014 est déficitaire de 0,9 M€, en baisse de 2,6 M€ par rapport à décembre 2013, les flux de trésorerie liés à l'activité étant déficitaires de 2,4 M€ du fait de la faiblesse du chiffre d'affaires et de la prise de commande au cours du 1<sup>er</sup> semestre. Le déficit est entièrement financé au travers des facilités de caisses bancaires dont dispose la société qui reste par ailleurs désendettée à moyen et long terme. A fin août 2014, la trésorerie est à l'équilibre.

## 6.9 Provisions

### Provisions non courantes

(En milliers d'euros)	Avantages aux salariés	Total
Solde net à l'ouverture	782	<b>782</b>
Changement de méthode		
Ecart actuariel	48	<b>48</b>
Coûts des services rendus	49	<b>49</b>
Reprise de provision non utilisée	(101)	<b>(101)</b>
<b>Total</b>	<b>777</b>	<b>777</b>

Les provisions non courantes d'un montant de 777 K€ au 30 juin 2014 (contre 782 K€ au 31 décembre 2013) correspondent aux indemnités de départ à la retraite et aux médailles du travail.

Les engagements retraite sont déterminés à chaque clôture annuelle selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. En l'absence d'événement majeur intervenu sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014, le montant de la provision au 30 juin 2014 est basé sur une extrapolation du calcul annuel, et tient compte des nouvelles hypothèses d'actualisation (2,29 % à fin juin contre 3,17 % à fin décembre 2013).

### Provisions courantes

(En milliers d'euros)	Provision pour garantie	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	290	-	-	<b>290</b>
Dotations	45	29	165	<b>239</b>
Reprises provisions utilisées	(120)			<b>(120)</b>
Reprises provisions non utilisées	-			
Reclassements	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>215</b>	<b>29</b>	<b>165</b>	<b>409</b>

La diminution des provisions pour garantie est imputable à la baisse du chiffre d'affaires sous garantie au 30 juin 2014 par rapport à celui au 31 décembre 2013. Par ailleurs, une provision pour risque a été constituée au cours du 1<sup>er</sup> semestre, en lien avec des difficultés techniques rencontrées sur une machine MBE de recherche.

## 6.10 Dettes fournisseurs

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Fournisseurs de biens et services	2 514	3 685
Fournisseurs d'immobilisations	51	79
<b>Total</b>	<b>2 565</b>	<b>3 764</b>

## 6.11 Autres dettes

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Dettes fiscales et sociales	2 490	2 887
Avances reçues sur commande	1 485	1 394
Autres dettes et comptes de régularisation	18	25
Commissions à payer aux agents	296	233
Instruments dérivés	-	22
<b>Total</b>	<b>4 289</b>	<b>4 561</b>

## 6.12 Impôts différés

Au 31 décembre 2013, compte tenu du caractère relativement cyclique de l'activité, le Groupe a décidé de n'activer que les créances d'impôt différé résultant des déficits fiscaux qu'il estime recouvrables à l'horizon de moins de 2 ans.

L'impôt comptabilisé dans les comptes intermédiaires est déterminé en appliquant au résultat de la période intermédiaire avant impôt, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour la période annuelle. Ce taux estimé étant proche de zéro, il a été décidé de ne comptabiliser aucune charge d'impôt dans les comptes intermédiaires et de n'activer aucun déficit complémentaire. Dans le cadre des arrêtés futurs, si les niveaux d'activité et de rentabilité le permettent, le Groupe se réserve la possibilité d'activer à nouveau des déficits.

## 6.13 Capitaux propres

Le capital s'élève à 3.091.348,96 € et est composé de 19.320.931 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

## 6.14 Bons de souscription et options de souscription d'actions

Aucune nouvelle attribution gratuite d'actions n'a eu lieu au cours des exercices 2007 à 2014 inclus.

## 6.15 Rachat d'actions

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celle du 31 mai 2013. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions a été présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013.

Au 30 Juin 2014, la Société détient 231.202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 309.194 € et destinées à financer des opérations de croissance externe. Sur la base de 2,13 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2014, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2014 était de 492.460 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 30 Juin 2014, 200.888 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 460.363 €. Sur la base de 2,13 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2014, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2014 était de 427.891 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 30 juin 2014 à 91 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

## 6.16 Actifs et passifs éventuels

A la fin du premier semestre, Riber a été notifiée d'une demande formulée auprès du Conseil des Prud'Hommes consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités et dommages conséquents. La société, appuyée par ses conseils, estime avoir de sérieux arguments pour contester ceux de son ancien salarié, sans pour autant être en mesure d'estimer de manière fiable l'éventuel effet défavorable sur sa situation financière. En application de la norme IAS 37, aucune provision n'est constatée à ce titre dans les comptes au 30 juin 2014.

A l'exception de ce litige, le Groupe n'a actuellement pas connaissance de fait exceptionnel, litige ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

## 7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 7.1 Chiffre d'affaires

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

#### Par ligne de produit

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Systèmes industriels	-	-
Systèmes "recherche et développement"	2 128	4 759
Cellules et sources d'effusion	394	538
Accessoires, composants, SAV	2 309	2 542
<b>Total</b>	<b>4 831</b>	<b>7 839</b>

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, l'activité de vente de systèmes MBE s'inscrit en retrait par rapport à 2013 compte tenu d'une conjoncture économique très difficile et d'un calendrier de livraison concentré sur le deuxième semestre de l'exercice. Ainsi, au cours du semestre, la société a facturé deux machines MBE de recherche contre cinq au 1<sup>er</sup> semestre 2013 et produit trois autres systèmes pour un montant global de 3,2 M€ et qui, pour des raisons contractuelles, seront livrés et facturés au second semestre 2014.

Les ventes de services et accessoires et de cellules et sources reculent au premier semestre au global de 12 % par rapport à 2013, en raison de la faible demande des clients industriels. Ce retrait a été limité par le développement des ventes aux laboratoires et centres de recherche.

Les ventes de cellules et sources d'évaporation sont impactées par l'absence actuelle de livraison d'équipements destinés à la production d'écrans plats OLED ou de panneaux solaires en couche minces. Riber maintient un effort de recherche important sur ces marchés structurellement porteurs et a récemment obtenu des avancées significatives.

#### Par zone géographique

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Amérique du Nord	3 448	2 614
Asie	846	3 495
Europe	533	1 722
Autres	4	8
<b>Total</b>	<b>4 831</b>	<b>7 839</b>

## 7.2 Coût des ventes

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Consommations matières premières, approvisionnements et marchandises	(1 666)	(3 190)
Charges de personnel de production	(1 459)	(1 650)
Sous-traitance	(15)	(89)
Transport et frais d'installation	(375)	(392)
Dotations amortissements et variations provisions (garantie, etc.)	(211)	(114)
Autres frais (entretien, etc.)	(52)	(66)
<b>Total coût des produits vendus</b>	<b>(3 779)</b>	<b>(5 501)</b>

Les consommations de matières premières, approvisionnements et marchandises sont en baisse du fait du recul du chiffre d'affaires. Les charges de personnel reculent dans une moindre proportion du fait de la prise en comptes de surcoûts d'installations relatifs à certains systèmes livrés auparavant.

Par ailleurs, une provision pour risque (165 K€) a été constituée au cours du 1<sup>er</sup> semestre, en lien avec des difficultés techniques rencontrées sur une machine MBE de recherche.

## 7.3 Commercial

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Commissions agents	(111)	(118)
Frais commerciaux internes	(1 713)	(2 219)
<b>Total</b>	<b>(1 824)</b>	<b>(2 337)</b>

Les charges commerciales (1.824 K€) diminuent de 513 K€ du fait de la réorganisation des équipes, de la baisse des commissions sur vente et d'une optimisation des frais de déplacement.

## 7.4 Recherche et Développement

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Frais bruts	(1 419)	(1 195)
Subventions	-	2
Déduction du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt innovation	321	382
Activation des frais de développement (note 6.2)	263	226
Amortissement des frais de développement (note 6.2)	(229)	(165)
<b>Total</b>	<b>(1 063)</b>	<b>(750)</b>

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (1.063 K€) s'inscrit en hausse de 313 K€ du fait de l'accroissement des frais de R&D et de la charge d'amortissement. Durant le premier semestre, Riber a maintenu son effort d'innovation dans le domaine des systèmes MBE (mise au point de deux nouveaux modèles destinés au monde de la recherche et développement du logiciel et automatismes permettant le pilotage des systèmes) et des cellules d'effusion destinées en particulier à la production d'OLED. Enfin, la société poursuit, en partenariat avec IMEC, un programme de recherche pluriannuel pour l'intégration et le développement de la MBE dans la chaîne de production Silicium.

## 7.5 Effectif et montant des rémunérations

L'effectif moyen du Groupe sur la période est le suivant :

	30 juin 2014	30 juin 2013
Ingénieurs et cadres	50	52
Agents de maîtrise	16	16
Employés et ouvriers	39	47
<b>TOTAL</b>	<b>105</b>	<b>115</b>

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Salaires et traitements	(2 748)	(3 142)
Charges sociales	(1 070)	(1 270)
Participation des salariés	-	-
Autres charges de personnel	(68)	(80)
Dotation / reprise engagement retraites	52	(41)
<b>TOTAL</b>	<b>(3 834)</b>	<b>(4 533)</b>

L'évolution des charges de personnel s'explique principalement par la baisse des effectifs et des éléments variables de paie.

## 7.6 Rémunération des organes d'administration et de surveillance

Au cours du premier semestre 2014, la société a versé la somme de 590 K€ (734 K€ au premier semestre 2013 intéressement inclus) aux membres de son Directoire et à ses principaux dirigeants opérationnels. La diminution s'explique par le resserrement du Comité de Direction en début d'année (une personne en moins) et par la baisse des primes de performance en lien avec l'évolution défavorable de l'activité.

Au cours du second semestre 2014, la société va verser la somme de 70 K€ (113 K€ en 2013) aux membres de son Conseil de surveillance au titre des jetons de présence relatifs à l'exercice 2014, en application des résolutions de l'Assemblée Générale du 3 juin 2014. Ces dépenses ainsi que la fiscalité afférente sont intégrées à hauteur de 50 % dans les comptes au 30 juin 2014.

Les membres du Directoire n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options ou actions gratuite au cours des exercices 2013 et 2014. Il n'existe aucun accord prévoyant une indemnisation des dirigeants en cas de départ autre que l'application des dispositions légales.

## 7.7 Résultat financier

(En milliers d'euros)	30 juin 2014	30 juin 2013
Produits financiers liés aux placements de trésorerie		
Intérêt des emprunts		
<b>Coût de l'endettement net</b>		
Produits nets sur cession de VMP	-	-
Instruments de couverture de change	1	(1)
Autres frais et produits financiers	(10)	26
Résultat de change	17	(14)
<b>Total autres charges et produits financiers</b>	<b>8</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>11</b>



## 7.8 Autres charges et produits opérationnels

Les Autres produits et charges (197 K€) correspondent essentiellement au provisionnement intégral de deux créances clients devenues irrécouvrables.

## 8 INFORMATION SECTORIELLE

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-avant.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par lignes de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

## 9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture et non pris en compte dans les états financiers n'a d'incidence significative sur les comptes présentés.

## 10 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

## 11 INFORMATION SUR LES RISQUES

A la fin du premier semestre, Riber a été notifiée d'une demande formulée auprès du Conseil des Prud'Hommes consécutive au départ d'un cadre de Direction réclamant des indemnités et dommages conséquents. A l'exception de ce litige, il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 10 des annexes aux comptes consolidés 2013 publiés le 29 avril 2014.

## 12 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

### Cautions

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Cautions accordées aux clients	60	2 905

La société a consenti au 30 juin 2014, dans le cadre de deux contrats de vente en Inde deux cautions bancaires de garantie de bonne fin à hauteur de 60 K€.

### Nantissements

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Nantissement de placement de trésorerie	0	1 150

Afin de garantir une des cautions bancaires, Riber accordait un nantissement de compte à terme au profit de l'établissement bancaire émetteur. La levée de cet engagement est intervenue au cours du premier semestre 2014.

### Engagements de location simple

(en milliers d'euros)	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans
Locations immobilières	63	59	61

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen (Etats-Unis), Shanghai (Chine) et Incheon (Corée du Sud).

### Autres engagements

(en milliers d'euros)	30 juin 2014	31 décembre 2013
Garantie export	200	200

Riber SA a obtenu en 2013 une garantie export de la part de BPI France à hauteur de 200 K€ pour une durée de 4 ans.

# **RIBER SA**

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014

### **BOISSIERE EXPERTISE AUDIT**

SIEGE SOCIAL: 57 RUE BOISSIERE – 75116 PARIS

TEL : +33 (0) 1 53 65 11 00 – FAX : + 33 (0) 1 45 53 96 09

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
CAPITAL DE 38 112 EUROS – RCS PARIS B 341 000 958

### **MAZARS**

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE

TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 – FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCS NANTERRE B 784 824 153

# **RIBER SA**

Siège Social : 31 rue Casimir Perier – 95 873 Bezons  
Société Anonyme au capital de 3.091.348,96 €  
N° Siren : RCS Pontoise 343 006 151

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014

**BOISSIERE EXPERTISE AUDIT**

**MAZARS**

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle**

### **Période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014**

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RIBER SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 3.1 et 3.2 de l'annexe aux comptes semestriels

**RIBER SA**

*Comptes semestriels  
consolidés résumés au  
30 juin 2014*

consolidés résumés relatives aux principes comptables, et plus particulièrement à la continuité d'exploitation et aux normes, interprétations et amendements d'application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

*Fait à Paris et à Courbevoie, le 26 septembre 2014*

Les Commissaires aux Comptes

**BOISSIERE EXPERTISE  
AUDIT**

\_\_\_\_\_  
TITA ZEITOUN  
\_\_\_\_\_

**MAZARS**

\_\_\_\_\_  
ARIANE MIGNON  
\_\_\_\_\_